

## REUNION DU CONSEIL DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Cascais, Portugal, 4-5 février 2013

### DECLARATION SUR L'ECONOMIE MONDIALE: NOTRE VISION POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Original: anglais

Le monde se trouve à une croisée de chemins cette année de 2013, luttant pour se remettre d'une crise financière née d'une mondialisation trop rapide et d'une déréglementation effrénée des plus grands et plus puissants marchés financiers mondiaux. Six ans après que l'effondrement des grandes entreprises de Wall Street ait mis en marche la crise, les économies à travers le monde n'ont toujours pas produits de croissance significative qui rétablisse soit la sécurité matérielle ou un espoir mérité dans l'avenir qui sont les pierres angulaires pour les gouvernements qui gouvernent pour tous et non seulement quelqu'uns, de leurs citoyens.

L'Internationale Socialiste appelle à toutes les nations du monde de reconnaître le besoin de non seulement abandonner les politiques malavisées d'austérité fiscale mais d'inclure le vaste besoin d'un nouvel ensemble de politiques pour gouverner la finance mondiale et la croissance mondiale.

Ces politiques sont basées sur cinq principes fondamentaux de l'Internationale Socialiste, et nécessitent les actions suivantes:

Le premier principe est la solidarité: dans les décennies à venir la migration continue de la production mondiale de l'Ouest vers l'Est avec en conséquence des pressions à la baisse sur les travailleurs de l'ouest et les classes moyennes, exigera un nouvel accord international.

L'essentiel de ces négociations comprend un deuxième principe fondamental: l'égalité, entre et avec les nations, entre les classes, races et genres. Ceci exige les gouvernements au niveau mondial d'agir de manière coordonnée, pour saisir la plus grande partie des profits privés récoltés et à travers la mobilité du capital en comparaison avec le travail, pour atténuer la détérioration des revenus dans l'Ouest tout en assurant que les profits énormes dans l'Est soient partagés de manière équitable avec les travailleurs dans ces pays, et contribuer aux investissements publics dans la santé, l'éducation, l'infrastructure et la sécurité des retraites.

Ceci nécessite un troisième principe authentique et puissant: un nouvel internationalisme, exprimé à travers un nouvel ensemble d'accords aussi significatifs et d'aussi grande portée que Bretton Woods, qui avait annoncé une période de trente ans après la seconde guerre mondiale de croissance économique extraordinaire accompagné d'une baisse continue des revenus et d'inégalité des richesses.

Un internationalisme authentique nécessite une restructuration de l'OMC pour recycler les profits de commerce provenant des écarts de salaires vers une sécurité mondiale authentique des revenus.

Il nécessite également un nouveau régime monétaire mondial et du FMI se basant sur un système « bancor » multilatéral synthétique conçu par Keynes lui-même, remplaçant le système déterminé par le dollar imposé par Bretton Woods à Washington.

Il nécessite la création d'un nouveau système de prix pour les ventes mondiales de commodités qui se base sur un panier de devises plutôt que le dollar.

Il nécessite un quatrième principe fondamental: la transparence. Faisant partie du régime de commerce de l'OMC, une nouvelle transparence des contrats entre les entreprises des ressources naturelles internationales et de commodités et les gouvernements nationaux pour réduire la corruption massive que les contrats opaques et les paiements secrets ont engendrée.

Il nécessite un nouvel ensemble de traités multilatéraux sur le prix des transferts au sein des entreprises multinationales, et des règles uniformes sur la fraude fiscale qui permettront de regagner plus d'un trilliard de dollars estimés de revenus personnels et de sociétés qui restent cachés dans des paradis fiscaux.

Ceci exige de lier l'accès du commerce et de la finance aux marchés les plus larges et plus riches à une nouvelle conformité sérieusement respectée avec les normes environnementales mondiales, du travail et des droits de l'homme.

Mais la réforme des comportements des entreprises privées et des marchés n'est pas suffisante. Tout aussi important est la nécessité d'un engagement public pour lier l'administration quotidienne des gouvernements démocratiques aux normes les plus élevées de loyauté envers les citoyens des démocraties. Ceci nécessitera un nouvel engagement pour la gouvernance transparente, d'accueillir et encourager les citoyens d'utiliser des données publiquement disponibles sur internet sur les budgets publics, des contrats publics et des salaires publics et des bénéfices pour surveiller les fonctionnaires élus et nommés, des mesures que nous jugeons absolument indispensables pour restaurer la confiance perdue des citoyens en leurs gouvernements respectifs en tant qu'instruments de la volonté et des droits des citoyens.

La transparence nécessite également tout un nouveau régime de normes internationales, de pouvoirs de vérification des comptes et des régimes d'application pour gouverner la finance mondiale afin de restaurer la confiance publique, la stabilité des marchés, la transparence des transactions, et finalement une équité fondamentale des marchés du capital.

Dernièrement, nous faisons appel au cinquième principe absolument fondamental concernant la vie partagée de l'humanité sur la Terre: l'équilibre humain et écologique. Nous croyons que ceci nécessite une nouvelle compréhension et une redéfinition de la « croissance » elle-même, une substitution des données obsolètes de PIB avec des nouveaux paramètres de bien-être humain et la réalisation des capacités humaines qui reconnaît l'échec historique des marchés privés et des gouvernements de donner une valeur précise et honnête au prix de la pollution et à la diminution des ressources, qui compte « plus » comme « mieux ».

Dans un des signes les plus alarmants du coût de cette confusion entre « croissance » et « plus » plutôt que « mieux », l'Organisation mondiale de la santé rapporte que plus de personnes souffrent d'obésité que de malnutrition. Plutôt que de servir comme signe du « succès » du PIB conventionnel, ce fait démontre clairement son échec conceptuel central. Dans un monde qui est passé de trois à six milliards de citoyens en moins de cinquante ans, il est impératif que nous équilibrions les espoirs de milliards de nouveaux citoyens des classes moyennes non seulement avec une compréhension plus riche de ce que nous voulons de nos économies mais avec une capacité fondamentale de rendre soin de la planète afin qu'une nouvelle ère de prospérité mondiale et de sécurité potentielle ne finisse pas en catastrophe de réchauffement mondial, de guerres pour les ressources et d'inégalité obscènes.

---